

Namibie

Performances macroéconomiques

Après une vigoureuse croissance de 5,6 % en moyenne entre 2010 et 2016, tirée par des dépenses publiques élevées, la construction de nouvelles mines et les cours favorables des matières premières, l'économie est entrée en récession. La croissance du PIB réel s'est contractée de 0,9 % en 2017 et d'environ 0,1 % en 2018. Des facteurs internes et externes expliquent cette baisse : réduction sensible rendue nécessaire par la chute des recettes, faible croissance des économies des partenaires commerciaux et demande modérée des ménages.

L'augmentation des dépenses publiques liée à la chute des recettes a contribué à creuser le déficit budgétaire de 6,3 % du PIB en 2015 à 8,1 % en 2016. Avec l'augmentation des besoins de financement du déficit, la dette publique est passée de 29,5 % du PIB à 42 % en 2018, dont 64 % sont intérieurs. La hausse des emprunts intérieurs a exercé une pression sur le petit marché de la dette nationale, avec un risque d'éviction du financement privé. Pour assurer la viabilité des finances publiques et de la dette, le gouvernement met en œuvre un plan d'assainissement budgétaire visant à ramener le déficit à 2,7 % du PIB d'ici 2022 et à restreindre la dette publique à 48 % du PIB. Le plan cherche également à améliorer l'efficacité des dépenses et à stimuler la croissance : il crée un espace budgétaire pour l'investissement public et favorise la participation privée dans des projets d'infrastructure par le biais de partenariats public-privé.

La politique monétaire est demeurée largement favorable depuis 2017. Le taux de pension a été maintenu à 6,75 % pour soutenir la croissance tout en maintenant l'inflation à un niveau bas et en conservant la parité entre le dollar namibien et le rand sud-africain. L'inflation est passée de 6,2 % en 2017 à quelque 4,2 % en 2018, sous l'effet de la chute des prix des denrées alimentaires et de la demande modérée dans l'économie.

La dépendance vis-à-vis des exportations de produits de base, associée à la forte proportion de biens importés dans la consommation et l'investissement, a rendu l'économie vulnérable aux chocs exogènes. Le déficit de la balance courante a atteint 14 % du PIB en 2016, alors que les termes de l'échange se sont détériorés et que les

recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) ont chuté, mais ont remonté à 3,4 % en 2017 en raison d'une légère croissance des importations et de meilleures recettes de la SACU. Le déficit de la balance courante est en grande partie financé par des investissements directs étrangers et d'autres investissements hors portefeuille.

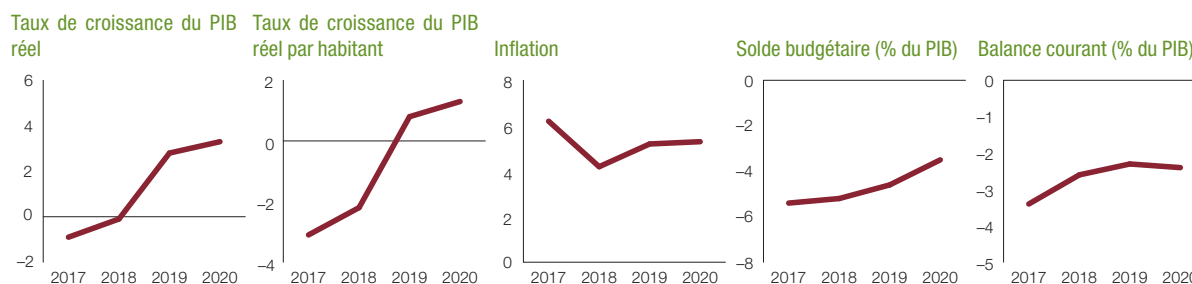
Les réserves internationales ont bondi passant de 3,7 mois d'importations fin 2016 à 4,4 mois fin septembre 2018. Le très volatil taux de change effectif réel s'est déprécié en 2018, améliorant la compétitivité des exportations.

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

Les perspectives à moyen terme sont mitigées. La demande globale devrait se redresser progressivement avec la reprise de l'activité privée et la mise en œuvre de nouveaux projets d'infrastructure dans le cadre du plan de relance. La croissance sera également stimulée par l'utilisation accrue de la capacité de production d'une nouvelle mine d'uranium et l'accélération des réformes qui améliorera le climat des affaires.

Mais celle-ci pourrait rester faible si la croissance des économies des partenaires commerciaux, notamment l'Afrique du Sud et l'Angola, reste lente ou si les prix des exportations internationales de produits de base de la Namibie chutent. Les incertitudes liées à la réforme agraire et au programme d'autonomisation économique pourraient également nuire aux perspectives de croissance. L'assurance fournie par le gouvernement sur la question d'expropriation des terres sans compensation devrait contribuer à calmer les inquiétudes.

À l'avenir, les réformes structurelles visant à améliorer la compétitivité et stimuler la diversification économique seront cruciales pour favoriser une croissance durable et créatrice d'emplois. Une fois la dette publique ramenée à un niveau viable, les grandes priorités stratégiques pourraient être les suivantes : améliorer la mobilisation des recettes intérieures en vue de renforcer la situation budgétaire du gouvernement, favoriser un passage structurel vers des activités économiques à plus forte valeur ajoutée, et faire progresser le programme de redistribution de la richesse pour corriger les inégalités persistantes.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.